

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA HAUTE-BIGORRE
COMMUNE D'ASTE (HAUTES PYRENEES)**

PLAN LOCAL D'URBANISME

PIECE 6 – CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

Projet de P.L.U. arrêté le 11/03/2019
Enquête publique du 18/10/2019 au 18/11/2019
P.L.U. approuvé le 15/09/2020

LISTE DES PERSONNES PUBLIQUES CONSULTEES

Nom de l'organisme	Date réception dossier	Date avis
ETAT	04/06/2019	02/09/2019
CDPENAF	04/06/2019	Pas de réponse reçue ¹
PREFECTURE – arrêté sur dérogation urbanisation limitée	04/06/2019	10/09/2019 (Reçu le 17/09/2019)
Direction Départementale des Territoires des Hautes- Pyrénées ARS + CRPF + DDCSPP + DDFIP + DREAL + DRAC + Inspection Académique + ONF + ORANGE + RTE + RFF + SDIS + UDAP + TERECA	12/06/2019	Pas de réponse reçue ²
Région Occitanie	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Conseil Départemental des Hautes- Pyrénées	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes et des Hautes- Pyrénées	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Chambre d'Agriculture des Hautes Pyrénées	12/06/2019	06/09/2019 (Reçu le 13/09/2019)
Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Hautes- Pyrénées	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Centre Régional de la propriété forestière	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Office National des Forêts- Agence Départementale des Hautes- Pyrénées	12/06/2019	04/07/2019 (Reçu le 05/07/2019)
Institut National de l'Origine et de la Qualité	14/06/2019	17/07/2019
Institution Adour	14/06/2019	Pas de réponses reçue
Agence de l'eau Adour- Garonne	14/06/2019	Pas de réponses reçue
Communauté de Communes de la Haute Bigorre – SCOT	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées	12/06/2019	Pas de réponses reçue

¹ L'avis de la CDPENAF a été adressé à la commune d'Asté le 17/07/2019. La CCHB a néanmoins souhaité examiner cet avis dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. d'Asté.

² L'avis des services de l'Etat accompagné de ses annexes (servitudes, avis RTE, ONF, INAO), a été adressé à la commune d'Asté le 02/09/2019. La CCHB a néanmoins souhaité examiner cet avis dans le cadre de l'élaboration du P.L.U. d'Asté. A noter que RTE, l'ONF et l'INAO ont adressés leur avis à la CCHB par ailleurs.

Nom de l'organisme	Date réception dossier	Date avis
Communauté de Communes du plateau de Lannemezan et des Baïses	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Syndicat Mixte Adour Amont	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Syndicat Départemental d'Electricité des H.P. (S.D.E 65)	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Services d'Incendie et de Secours des H.P. (SDIS 65)	12/06/2019	Pas de réponses reçue
CAUE 65	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Syndicat AEP Gerde-Beaudéan	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Syndicat AEP Las Aygues	12/06/2019	Pas de réponses reçue
SPANC de l'Adour	AR non réclamé – CS 02/07/2019	Pas de réponses reçue
Bagnères de Bigorre	12/06/2019	Pas de réponses reçue
Beaudéan	12/06/2019	
Campan	12/06/2019	
Esparros	12/06/2019	
Asque	12/06/2019	
Banios	12/06/2019	
Marsas	12/06/2019	
Gerde	12/06/2019	
Lies	12/06/2019	

REPONSES AUX AVIS REÇUS

ORGANISME	REMARQUES	REPONSE PROPOSEE
ONF	<p>Avis favorable assortis de plusieurs remarques :</p> <p>1/ Faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial des terrains relevant du régime forestier ;</p> <p>2/ L'ONF préconise de créer une contrainte d'urbanisme imposant un recul aux constructions de 30 à 50 m de largeur en limite de la forêt afin d'éviter tout problème lié à la chute d'arbres, de branches ou de feuilles, et de demande d'abattage ultérieure.</p> <p>3/ Le document d'urbanisme veillera au maintien des accès à la forêt pour des engins d'exploitation de fort tonnage.</p> <p>4/ Il ne paraît pas nécessaire que les périmètres de la forêt bénéficient d'un classement en EBC.</p>	<p>1/ La présence de forêt relevant du régime forestier est mentionnée dans le rapport de présentation, accompagné d'une carte localisant ces forêts, carte qui est reprise dans les annexes du P.L.U. La carte fournie par l'ONF sera ajoutée aux annexes dans le dossier de P.L.U. approuvé.</p> <p>2/ Aucune zone urbaine et à urbaniser ne se situe à proximité des forêts communales.</p> <p>3/ Le P.L.U. ne remet pas en cause les accès existants.</p> <p>4/ Pas de modifications à apporter au P.L.U.</p>
Préfecture des Hautes-Pyrénées	<p>L'avis se décline en 1 réserve, 2 recommandations et 3 observations.</p> <p>1 réserve concernant la gestion économe de l'espace :</p>	<p>D'une manière générale, la commune rappelle que le SCoT actuellement en cours d'élaboration n'est pas approuvé → aucune obligation de compatibilité avec un document supra-communale encore amené à évoluer.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le PADD ne sera pas repris : la commune maintient ses objectifs de croissance volontariste et ne souhaite pas provoquer un nouveau débat du PADD qui nécessiterait un nouvel arrêt du projet. - Concernant la demande de reclassement du nord de la rue du Moulin, la collectivité fait remarquer que tous les réseaux sont disponibles en bordure de parcelles et que,

ORGANISME	REMARQUES	REPONSE PROPOSEE
		<p>de ce fait, le reclassement en 2AU fragiliserait le PLU. De plus, la commune précise que la constructibilité de ce secteur repose sur une logique urbaine de « finalisation » du quartier, en continuité des constructions déjà existantes, afin de créer un « front bâti » en bordure de voirie.</p> <p>Le maintien en zone à urbaniser 1AU de ce secteur est soumis à l'obtention de la dérogation préfectorale qui n'a pas été accordée, mais dont le refus peut faire l'objet d'un recours.</p> <p>En l'absence de suite favorable donnée à un éventuel recours, ce secteur devra être reclassé en zone à urbaniser à long terme, ouverte à l'urbanisation après modification ou révision du P.L.U. (ce qui nécessitera une nouvelle demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée) ou en zone agricole et en zone UB et UJ.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concernant les OAP, elles seront éventuellement ajustées conformément au nouveau zonage (si modification) mais ne seront pas modifiées vis-à-vis des densités à atteindre et ne concerneront que les zones 1AU (pas de compatibilité avec le SCoT à atteindre pour l'instant). - Concernant les emplacements réservés, cela est déjà prévu : l'ER2 permettra un cheminement piéton entre le village et l'Adour, et, à long terme, vers le quartier Médous. La mairie ne souhaite pas mettre en place d'autres ER que ceux prévus au PLU.
	Recommandations et observations	Elles seront prises en compte dans la mesure du possible.
CDPENAF	1 Réserve demandant de modifier le nord de l'OAP n°2 suivant le même document cartographique que l'avis de la Préfecture.	Cf réponse Préfecture
Demande de dérogation au	Avis défavorable pour parcelles B210, B211, B212 et B1320 (OAP2),	CF réponse suite aux avis de la Préfecture.

ORGANISME	REMARQUES	REPONSE PROPOSEE
principe de constructibilité limitée	demande de suivre l'avis de la CDPENAF (reclassement en A)	<p>Concernant la demande de reclassement du nord de la rue du Moulin, la collectivité fait remarquer que tous les réseaux sont disponibles en bordure de parcelles et que, de ce fait, le reclassement en 2AU fragiliserait le PLU. De plus, la commune précise que la constructibilité de ce secteur repose sur une logique urbaine de « finalisation » du quartier, en continuité des constructions déjà existantes, afin de créer un « front bâti » en bordure de voirie.</p> <p>Le maintien en zone à urbaniser 1AU de ce secteur est soumis à l'obtention de la dérogation préfectorale qui n'a pas été accordée, mais dont le refus peut faire l'objet d'un recours.</p> <p>En l'absence de suite favorable donnée à un éventuel recours, ce secteur devra être reclassé en zone à urbaniser à long terme, ouverte à l'urbanisation après modification ou révision du P.L.U. (ce qui nécessitera une nouvelle demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée) ou en zone agricole.</p>
RTE	Documents informatifs pour compléter le PLU	Le PLU sera complété dans la mesure du possible.
ARS (par mail)	SUP à compléter	Le PLU sera complété dans la mesure du possible.
Chambre d'Agriculture	<p>Avis favorable avec 2 réserves :</p> <p>1/ Classer en zone A les zones actuellement classées Ap</p> <p>2/ Supprimer les caractéristiques architecturales concernant les constructions agricoles (hauteur des bâtiments agricoles).</p>	<p>1/ La protection des paysages est une préoccupation de la CCHB qui souhaite maintenir le classement en zone Ap :</p> <p>2/ Le règlement écrit prévoit un certain nombre de cas où des dérogations aux règles peuvent être accordées. Peut-être faut-il ajouter une dérogation possible dans le cas où elle est justifiée par une meilleure intégration paysagère.</p>

ORGANISME	REMARQUES	REPONSE PROPOSEE
Conseil départemental Direction du Développement Local Direction de l'attractivité et de la solidarité territoriale Service Environnement Aménagement	Pas d'observation particulière mais émet une demande : porter dans le PLU les prescriptions qui figurent dans les avis émis sur les documents d'urbanisme (PC, CU, DP, LT) en ce qui concerne les conditions de desserte des terrains concernés et la gestion des eaux de ruissellement.	Le règlement sera complété dans la mesure du possible.

AVIS REÇUS

OR. - l'urbanisme
@ : R. Grasse
V. Teulé
J. Brun
P. Vian



MONSIEUR LE PRÉSIDENT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE LA HAUTE-BIGORRE

Hôtel de ville
B.P. 80156
65201 BAGNÈRES-DE-BIGORRE Cedex

Tarbes, le 06 septembre 2019

Objet :
Plan Local d'Urbanisme - Avis
Commune d'Asté

Référence :
PM/EA/VD 040919-5

Dossier suivi par :
Victor DOUCHAMPS
05 62 34 87 26

v.douchamps@hautes-pyrenees.chambagri.fr

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 12 juin 2019, vous nous avez transmis pour avis, au titre de l'article L 153-16 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme arrêté de la commune d'Asté. Nous vous en remercions. Après examen du dossier, et garder en mémoire la réalisation d'un diagnostic agricole, nous apprécions :

- Un scénario démographique d'ici à 2035 juste, au vu de la croissance démographique de la commune affichée par l'INSEE, et du registre des autorisations d'urbanisme de la commune (Figure 23. Pièce 1A).

- Le fait que dans les choix de développement, la commune d'Asté retienne un scénario de limitation de la consommation de l'espace pour des quartiers d'habitations denses et intégrés au tissu urbain existant (zones 1AU, 2AU et Ub côté Ouest de la D935).

Nous vous formulons cependant les deux réserves suivantes :

- Nous demandons à ce que la zone Ap d'environ 60ha situé au nord de la commune soit classée A car la zone Ap interdit au sein de ce projet de PLU, au titre de la préservation du paysage, la construction de nouveaux bâtiments agricoles. Or, nous rappelons que la zone Agricole n'est pas constructible de droit par les agriculteurs. Elle est permise par dérogation sous couvert de nécessité. De plus, pour assurer le maintien de la qualité paysagère des sites, les pièces obligatoires relatives à l'intégration paysagère des projets au sein d'une demande d'un Permis de Construire (PC 6 et PC 8) permettent aux élus d'apprécier l'insertion paysagère d'un bâtiment agricole. L'outil développé par la DDT65 en collaboration avec le CAUE65 « Réussir l'insertion paysagère d'un bâtiment agricole » constitue une aide à l'accompagnement, en amont, pendant et après l'instruction de la demande du Permis de Construire, permettant d'aboutir à des projets conciliant fonctionnalité agricole et intégration dans l'espace du bâtiment. Il existe donc une batterie suffisamment complète de gestion des projets de construction en zone A, pour ne pas bloquer de fait la constructibilité.

- Concernant les caractéristiques architecturales des constructions à usage agricole en zones agricoles, nous demandons la suppression de la prescription réglementaire architecturale suivante en zone A : « La hauteur au faîtage est limitée à 10 mètres maximum ». L'intégration paysagère d'un nouveau bâtiment agricole est propre au site d'implantation concerné et reste donc à étudier lors de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme.



En conclusion, considérant l'ensemble des points relatifs à la préservation des supports de l'activité agricole (foncier et équipements) traduits dans les éléments constitutifs de votre projet de PLU, **la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées émet un avis favorable, sous réserves de :**

- **Classer en zone A les zones actuellement classées Ap,**
- **Supprimer la prescription réglementaire concernant la hauteur au faîtage des constructions agricoles.**

Vous souhaitant bonne réception de cet avis, et dans un souci de clarté et d'argumentation, nous restons à votre écoute.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,

Pierre MARTIN

Siège Social

20, place du Foirail
65917 TARBES Cedex9
Tél : 05 62 34 66 74
Fax : 05 62 93 59 95

accueil@hautes-pyrenees.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 186 500 02100016
Code NAF 9411z

www.hapy.chambre-agriculture.fr

Copie : Monsieur le Directeur de la DDT.



OA : S. Urba
@ : R. Gicéans -



DIRECTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL
DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE ET DE
LA SOLIDARITE TERRITORIALE
Service Environnement Aménagement
Affaire suivie par Michel CASTEX
Tél. : 05 62 56 78 35
michel.castex@ha-py.fr

Monsieur Jacques BRUNE
Président de la Communauté de
Communes de la Haute-Bigorre
Hôtel de Ville
BP 80156
65200 BAGNÈRES DE BIGORRE Cedex

Objet : PLU d'ASTÉ

Monsieur le Président,

Par lettre en date du 6 juin 2019, vous avez sollicité l'avis du Département des Hautes-Pyrénées sur le projet de PLU de la Commune d'ASTÉ.

Je vous informe que ce projet n'appelle aucune observation particulière.

Toutefois, il conviendrait que soient portées dans ce document les prescriptions qui figurent actuellement dans les avis émis sur les documents d'urbanisme (PC, CU, DP, LT) pour lesquels la Direction des Routes et des Transports du Département des Hautes-Pyrénées est consultée, à savoir :

Conditions de desserte :

Afin d'éviter la multiplication des accès préjudiciable à la sécurité, la réalisation d'accès directs est à proscrire sur les routes départementales d'intérêt régional ou départemental (route départementale n° 935 sur le territoire de la commune d'ASTÉ). En l'absence d'autre solution technique de desserte, sur ces axes ainsi que sur les liaisons prioritaires ou de proximité, les accès devront être regroupés et des aménagements particuliers pourraient être demandés pour les sécuriser si nécessaire.

Eaux de ruissellement :

- En application de l'article 640 du code civil, selon lequel les propriétés riveraines situées en contrebas du domaine public sont tenues de recevoir les eaux de ruissellement qui en découlent naturellement, les terrains faisant l'objet des demandes d'urbanisme devront être aménagés en conséquence ;

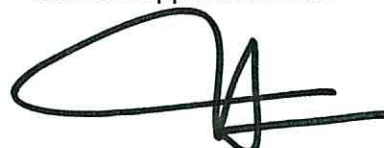
DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr

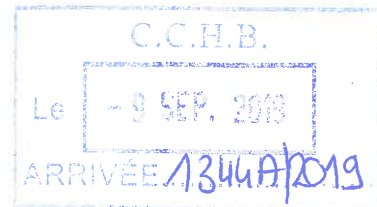
- Pour les terrains situés en surplomb des routes, les eaux de ruissellement en provenance de la propriété devront être récupérées sur l'emprise de la parcelle afin de ne pas occasionner de désordres ou de risques sur la chaussée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
du Développement Local

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'S' followed by a vertical line and a horizontal stroke.

Sébastien PIVDAL



S.URBA-Arrivée

2771
10 SEP. 2019

PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction départementale des territoires
Service Urbanisme Foncier Logement
Bureau Aménagement et Planification
Territoriale

Tarbes, le 28 août 2019

Le Président de la CDPENAF

à

Affaire suivie par : Mme Ingrid BOUTARFA
tel.: 05-62-51-40-11
courriel : ingrid.boutarfa@hautes-pyrenees.gouv.fr

Monsieur le Maire d'Asté

**Objet : Avis CDPENAF
PLU de la commune d'ASTE**

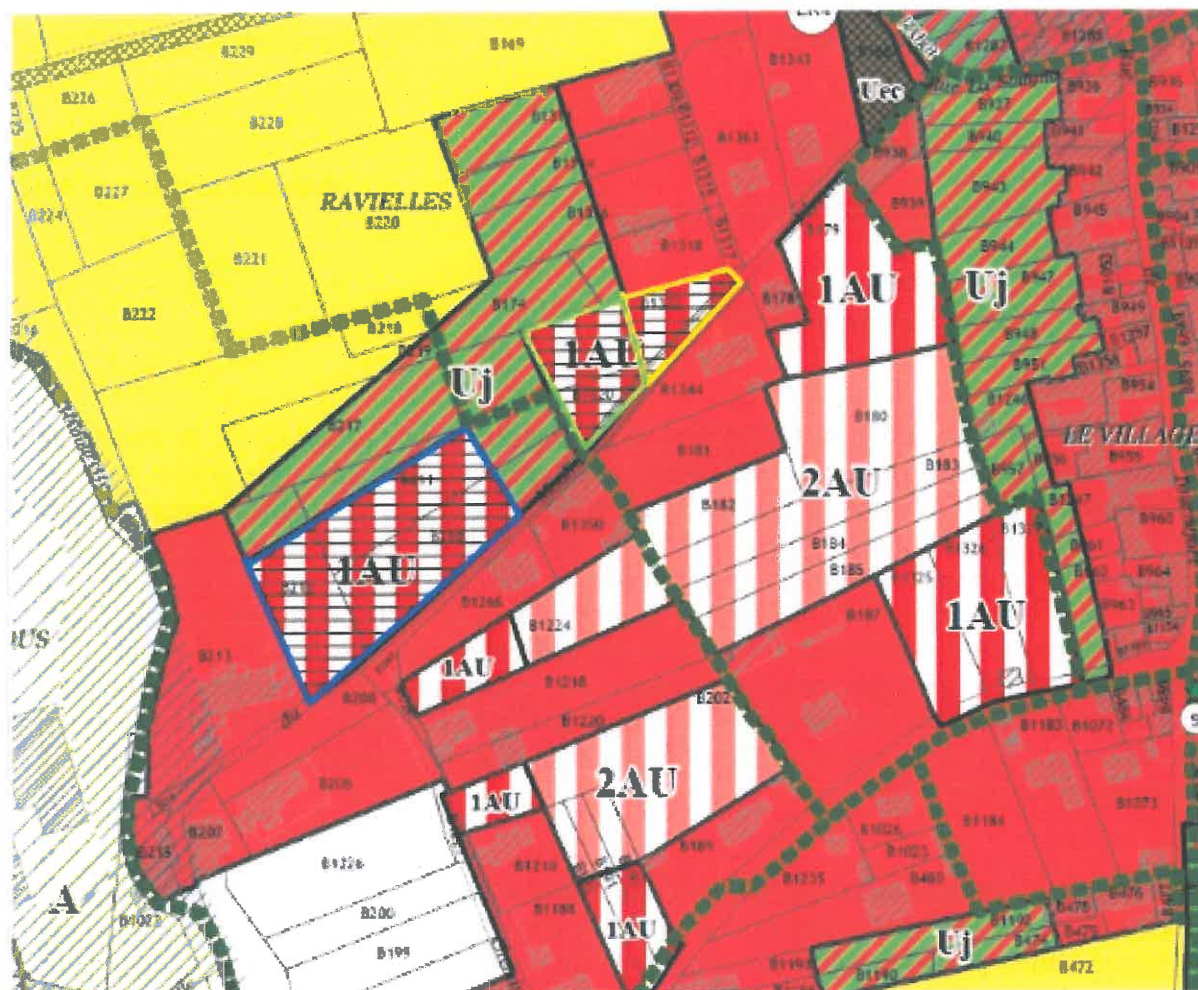
En date du 27 août 2019, la CDPENAF (Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers) a été amenée à examiner le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'Asté au titre de la réduction des surfaces des espaces naturels, agricoles et forestiers en application de l'article L. 153-16 alinéa 2 du code de l'urbanisme (CU), au titre des éléments relevant de la dérogation préfectorale au principe d'urbanisation limitée en application de l'article L. 142-5 du CU, au titre de la désignation de trois bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone A en application de l'article L. 151-11 du CU, au titre des dispositions du règlement permettant les extensions d'habitations existantes ou les constructions d'annexes en zone A et N en application de l'article L. 151-12 du CU et au titre de la délimitation d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) en application de l'article L. 151-13 du CU.

En synthèse, la commune préconise l'ouverture à l'urbanisation de 5,45 hectares pour la construction de 45 à 51 logements, traduits dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) prévues avec phasage, soit une superficie moyenne de 665 m² par lot pour les zones 1AU et 740 m² par lot pour les zones 2AU.

L'avis de la commission est :

- **au titre de la réduction des surfaces et des éléments relevant de la dérogation préfectorale au principe d'urbanisation limitée : FAVORABLE à l'unanimité** (par 13 voix favorables) **sous réserve** de modifier le nord de l'OAP n°2 tel que présenté dans le document n°1 suivant.
- **Au titre de la désignation de trois bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination en zone A : FAVORABLE à l'unanimité** (par 13 voix favorables) **sous réserve** de préciser dans le règlement que tout changement de destination serait refusé si la desserte par les réseaux n'était pas assurée.
- **Au titre des dispositions du règlement permettant les extensions d'habitations existantes ou les constructions d'annexes en zone A et N : FAVORABLE à l'unanimité** (par 13 voix favorables) considérant que les dispositions sont justifiées.

- Au titre de la délimitation d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) : **FAVORABLE** à l'unanimité (par 13 voix favorables) considérant que les dispositions sont justifiées.
- Enfin la commission invite la commune à **réduire sensiblement la zone Ap au profit de la zone A.**



À classer en 2AU
 À classer en Ua
 À classer en Uj

Document-n°11

Le Président de la CDPENAF
représentant le Préfet,

Nicolas VERNAY



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Direction départementale des territoires
Service urbanisme, foncier, logement
Bureau aménagement et planification territoriale

Tarbes, le - 2 SEP. 2019

Affaire suivie par :
Mme Ingrid BOUTARFA
tel.: 05 62 51 41 27
courriel : ingrid.boutarfa@hautes-pyrenees.gouv.fr

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

à

Monsieur le Maire d'Asté

Envoi LR+AR

Objet : Avis de l'État sur le PLU arrêté d'Asté

P. J. : 1 synthèse de l'avis de l'État

En date du 04 juin 2019, vous m'avez soumis pour avis votre projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté.

Après examen par les services concernés, j'émet un avis **favorable avec des réserves** ainsi que quelques recommandations et observations complémentaires que vous trouverez en pièce ci-jointe. Les réserves portent sur la nécessité de :

- classer la zone 1AU composée des parcelles B210, 211 et 212 en zone 2AU,
- classer la zone 1AU composée des parcelles B1320 et 1322 en zone Ua pour partie et Uj dans l'alignement des parcelles B1318 et 174.

Je vous invite à les prendre en considération pour le bon aboutissement de votre projet. J'attire votre attention sur la nécessité que votre projet assure une gestion plus économe des sols et intègre plus finement les enjeux présents sur votre territoire en matière d'agriculture et d'environnement.

Votre commune n'étant pas couverte par un SCoT approuvé, le PLU est donc soumis au principe d'urbanisation limitée. En l'absence de ce document supra-communal, le PLU a pour obligation de respecter notamment, les mesures portant sur l'intégration du Schéma Régional de Cohérence Écologique.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans l'aboutissement de votre PLU.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Samuel BOUJU



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

PLU de la commune de Asté

Projet arrêté le 27 mai 2019

Synthèse de l'avis de l'État en date du 27 août 2019

Le présent avis se décline en trois parties.

Les réserves (1) devront être impérativement prises en compte par la commune afin d'écartier toute illégalité et risques juridiques, motifs d'annulation du document approuvé.

Les recommandations (2) visent à produire un meilleur document d'urbanisme, à faciliter sa compréhension et son application.

Les observations (3) listent les erreurs identifiées et facilement rectifiables par le rédacteur.

1. Les réserves

Les réserves concernant la gestion économe de l'espace

La commune d'Asté fixe à la page 14 de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), un objectif de **90 habitants supplémentaires** à l'horizon 2035, portant la population communale à **638 habitants** et de **72 logements supplémentaires**. Il est prévu une taille moyenne des ménages de 2,1 personnes contre 2,3 en 2015 selon les sources INSEE. Si l'on considère le phénomène de « desserrement » des ménages et le nombre de résidences principales existant sur la commune, le réel besoin en logements à horizon 2035, est évalué à **57 logements** (42 résidences principales et 15 résidences secondaires) dans l'hypothèse d'une mobilisation 6 logements vacants.

Ainsi, les objectifs communaux de 72 logements supplémentaires à construire affichés pour 90 habitants supplémentaires à horizon 2035 sont surévalués.

S'agissant de la densité, le PADD fixe un objectif de densité de **15 logements par hectare** pour les nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation, soit une surface moyenne de 650 m² par logement. La **consommation foncière** affichée est de **5,39 hectares** pour la réalisation des **72 logements supplémentaires** selon le PADD (page 15) en considérant un coefficient de rétention foncière et de prise en compte des emprises des voiries et des espaces collectifs de l'ordre de 1,5. Les besoins en logements et en surface, se traduisent dans le PLU de la manière suivante :

- 1,93 hectare à l'intérieur des zones urbaines (« dents creuses ») pour la réalisation de 15 à 20 logements soit une densité de 7 à 10 logements à l'hectare.
- 2,35 hectares en zone à urbaniser immédiatement pour la réalisation de 30 à 36 logements (1AU) soit une densité de 12 à 15 logements à l'hectare.
- 1,11 hectare en zone à urbaniser à plus long terme pour la réalisation de 15 logements (2AU) soit une densité de 13 logements à l'hectare .

L'analyse du règlement graphique d'Asté fait apparaître des secteurs ouverts à l'urbanisation en densification dont 1,11 ha qui ne seront ouverts qu'après révision ou modification du document d'urbanisme et deux zones 1AU en extension (nord de l'OAP n°2 de 0,41 ha pour 4 logements) soit **3,87 ha en densification pour 55 logements, 0,41 ha en extension pour 4 logements** en ouverture immédiate à l'urbanisation et **1,11 ha pour 15 logements** en ouverture après révision ou modification du document.

Or le SCoT en cours d'élaboration avec lequel le PLU devra être mis en compatibilité, préconise une densité de **15 logements à l'hectare en densification** et de **12 logements à l'hectare en extension** soit des terrains de 666 m² en densification et de 833 m² en extension en prenant en compte équipements communs et rétention foncière.

Avec ces densités, la consommation foncière pourrait être ramenée à 3,99 ha pour les **59 logements supplémentaires en ouverture immédiate** et **1 ha pour les 15 logements en ouverture différée**. Soit un besoin réel en surface de **4,99 ha** à horizon 2035.

Ainsi les besoins communaux traduits dans le projet à horizon 2035, de 5,39 ha de consommation foncière dont 1,11 ha phasé en 2AU, semblent surévalués.

Il est demandé de définir un phasage des ouvertures à l'urbanisation selon les dispositions de l'article R. 121-20 du code de l'urbanisme, en priorisant notamment l'ouverture des parcelles les plus intégrées au milieu urbain et pour les deux secteurs classés en 1AU de l'OAP n°2 au nord de la commune, en classant en zone Ua et Uj le nord-est et en 2AU le nord-ouest (cf document n°1). Ce phasage est en cohérence avec la durée prévue du PLU (18 ans).

Les réserves concernant les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

La volonté communale affichée au PADD consiste à modérer la consommation des espaces agricoles et naturels.

Il est demandé de traduire cette volonté en inscrivant dans l'ensemble des terrains classés en zone U et AU, une densité moyenne de 15 logements à l'hectare en densification et de 12 logements à l'hectare en extension conformément aux orientations du projet de SCoT en cours d'élaboration. Ces densités prennent en compte les équipements communs et la rétention foncière.

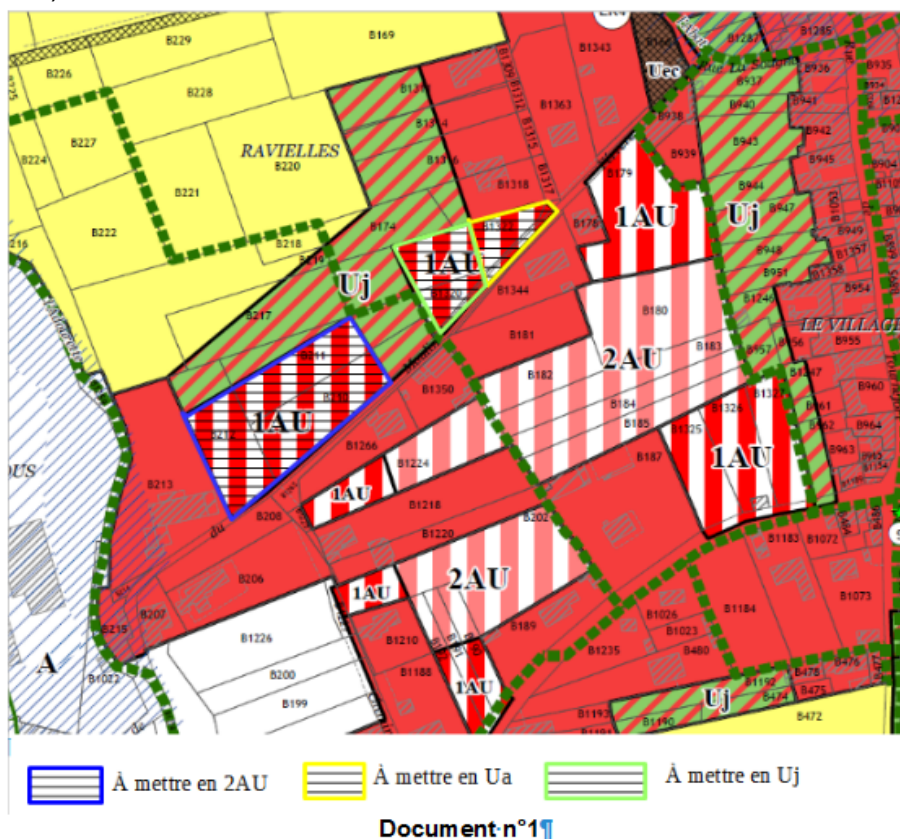
Les réserves concernant le zonage réglementaire

La traduction dans le zonage réglementaire des éléments ci-dessus évoqués, conduit à demander (confer document n°1 suivant) de :

Classer en 2AU la partie hachurée en bleu

Classer en Uj la partie hachurée en vert

Classer en Ua la partie hachurée en jaune



Par ailleurs, deux enjeux de sécurité sont identifiés dans le rapport de présentation, notamment la traversée du centre-bourg par des rues étroites où le croisement de deux véhicules peut être difficile comme spécifié en page 37. De son côté, l'axe 4, objectif 4-3 « organiser une mobilité durable » du PADD (page 21) mentionne la mise en valeur du réseau existant de liaisons douces ainsi que la création de nouveaux itinéraires comme véritable volonté communale. La commune souhaite favoriser les déplacements piétonniers entre les différents quartiers, avec un enjeu prioritaire entre le quartier de « Médous » et le centre-bourg. Or aucune traduction concrète n'apparaît dans le PLU concernant la création de nouveaux itinéraires comme indiqué en page 84 du rapport.

Aussi, il est demandé de prévoir des emplacements réservés pour la création de nouveaux itinéraires comme celui mis en place pour la liaison entre le quartier du « Médous » et le centre-bourg afin de favoriser et d'accompagner l'évolution prévisible des mobilités dans un contexte de réduction du recours aux énergies fossiles.

Conclusion

En déclinaison de toute l'argumentation précédente, il est demandé de :

- modifier l'OAP n°2 tel que représenté sur le document n°1 ci-dessus,
- prévoir des emplacements réservés pour la création de nouveaux itinéraires dont la liaison entre le quartier du « Médous » et le centre-bourg.

2. Les recommandations

2.1 Rapport de présentation

2.7.4 La défense incendie

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) des Hautes-Pyrénées attire l'attention sur le nouveau Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) qui a été arrêté par le Préfet des Hautes-Pyrénées, le 27 décembre 2017.

Ce document définit les modalités à appliquer en matière de défense contre l'incendie pour la réalisation des points d'eau et les caractéristiques des voies de desserte accessibles au secours. Aussi, il convient de référencer le RDDECI dans le document d'urbanisme en précisant que le SDIS s'appuiera désormais sur ces références réglementaires pour délivrer ses avis dans le cadre des autorisations d'urbanisme (document consultable à l'adresse suivante : <https://deci.sdis65.fr> ainsi que sur le RAA : http://www.hautes-pyrenees.gouv.fr/IMG/pdf/recueil-65-2018-010-recueil-des-actes-administratifs-special_1_.pdf).

Le SDIS précise qu'une information sur le RDDECI sera prochainement faite à l'attention de toutes les collectivités du département.

2.9 Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Les servitudes d'utilité publique des pages 39 et 40 doivent être actualisées conformément aux éléments transmis en annexe 1 du présent document.

3.1.5.2 Les zones humides

Il est noté à la page 48 qu'aucune zone humide n'a été inventoriée dans les zones ouvertes à l'urbanisation. Les études de terrain mentionnées devraient être décrites en annexe (période, localisation, méthode).

3.3.1 Les espaces naturels

Le descriptif des Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF) hors territoire communal, des pages 58 à 61, devrait être utilisé pour enrichir le diagnostic de la biodiversité communale (milieux similaires ou pas, probabilité d'espèces...) sinon il présente peu d'intérêt ici.

2.2 Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

La gestion économe de l'espace

Le PADD annonce en page 15 que le projet communal est établi pour les 18 prochaines années (à horizon 2035). Or un PLU a vocation à être établi pour une dizaine d'année maximum traduisant ainsi une stabilité du projet. Il évolue naturellement tous les dix ans pour s'adapter au contexte local. En conséquence, une projection sur 18 ans, entraîne non seulement une surestimation en termes de démographie et de production de logements mais par répercussion une surconsommation foncière qui va à l'encontre des objectifs de maîtrise du développement urbain et de préservation des espaces affectés aux activités agricoles prescrits par l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme.

Les milieux naturels

Les préconisations concernant la création de nouveaux corridors au sein des espaces d'urbanisation (page 11 du PADD) devraient apparaître clairement dans le règlement et les OAP.

Pour cela, il convient :

- de les prendre en compte dans le règlement des zones 1AU,
- de mettre en œuvre les dispositions nécessaires dans les OAP notamment pour les zones à urbaniser à court et moyen terme (1AU et 2AU).

2.3 Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Pour l'ensemble des OAP, il convient de définir les aménagements spécifiques concernant le principe de haies à créer ou à conserver afin de permettre aux espaces interstitiels de jouer un rôle de corridor écologique et ou de réservoir de biodiversité localisé en favorisant le maintien des habitats naturels, conformément à l'orientation communale de mise en valeur du cadre naturel et de la biodiversité (page 11 du PADD).

2.4 Zonage réglementaire et règlement écrit

Il convient de prendre en compte l'avis de l'Office National des Forêts joint en annexe 2.

S'agissant du zonage réglementaire, il convient de :

- reporter le tableau listant les éléments remarquables du paysage,
- reporter le tableau listant les emplacements réservés.

S'agissant du règlement écrit, il convient de :

- corriger la rédaction du paragraphe « adaptations mineures » à la page 7 en précisant l'article du code auquel il est fait référence d'une part (L. 152-3) et quels articles du règlement peuvent faire l'objet d'adaptations ou en reprenant les conditions permettant l'adaptation mineure d'autre part.

- dans tous les articles « usage des sols et destination des constructions », il convient d'ajouter et de traiter tout ce qui relève des campings, des Parcs Résidentiels de Loisirs, des habitations légères de loisirs, des résidences mobiles de loisirs et des caravanes.
- de rajouter à la phrase « Le bardage couleur bois est autorisé ... », « Le bardage bois **posé verticalement** est autorisé » page 19.
- « Les terrassements doivent être **limités au strict minimum** et la création de plate-forme **doit être évitée** » : trop imprécis, à combien un instructeur doit estimer le strict minimum ? Les plates-formes sont donc permises puisqu'il n'y a pas de conditions de réalisation. Il convient d'apporter des précisions dans cette formulation que l'on retrouve tout au long du document.
- tous les articles des zones « 3.2 – défense incendie », doivent référencer le RDDECI en précisant que le SDIS s'appuiera désormais sur ces références réglementaires pour délivrer ses avis dans le cadre des autorisations d'urbanisme. En fin de phrase, « dans le cas contraire, le projet **pourra être** refusé » remplacer « pourra être » par « sera ».

2.5 Annexes

Il convient de substituer la liste et le plan des Servitudes d'Utilité Publique de la « pièce n°4 – annexes » et de prendre en compte l'avis de l'Office National des Forêts conformément aux éléments transmis en annexe 1 et 2 du présent document.

2.6 Le Système d'Information Géographique (SIG) du PLU

S'agissant des données SIG du PLU, il convient pour la livraison finale :

- d'adopter l'encodage des couches géographiques en UTF-8,
- d'adopter le standard CNIG pour les dates, à savoir AAAAMMJJ,
- d'utiliser le fond cadastral le plus récent avec une mise en cohérence du zonage.

3. Les observations

3.1 Rapport de présentation

5.1 Les choix retenus

En page 77, il est fait référence à la création de trois types de zones urbaines notamment Uh. Or cette zone n'existe pas dans le règlement graphique. Il est conseillé de supprimer cette zone et de n'évoquer que les zones Ua et Ub. Idem en page 78 qui signale que le quartier du « Médous » est identifié en zone Uh alors qu'il est identifié dans le règlement graphique en zone Ub.

3.2 Zonage réglementaire et règlement écrit

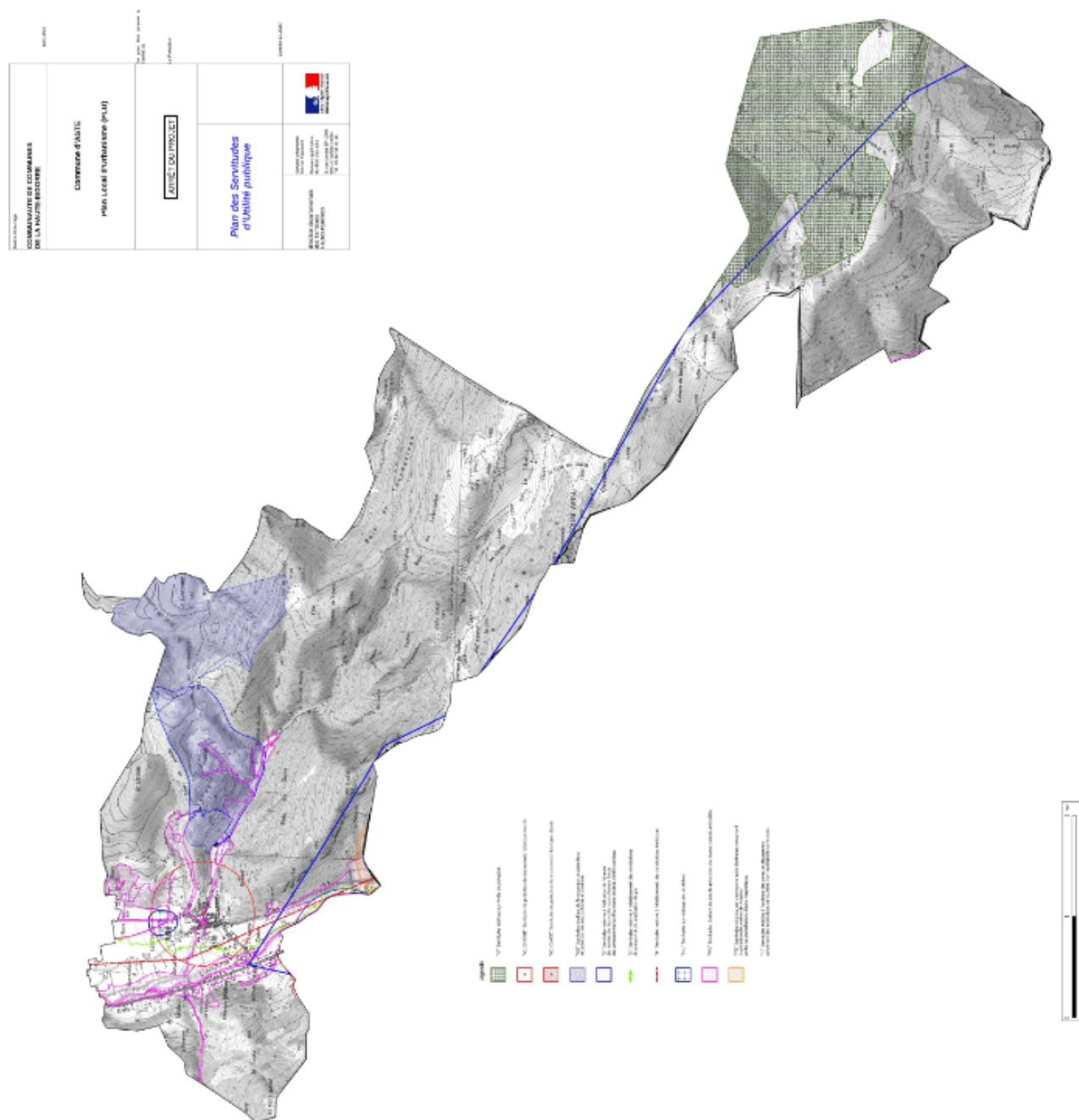
S'agissant du règlement graphique, il est conseillé de retirer toutes les parcelles impactées par la zone rouge du plan de prévention des risques opposable lequel est une servitude d'utilité publique qui s'impose au PLU, notamment dans le quartier du « Médous ». Quel est l'intérêt de

mettre ces parcelles en zone Ub considérant que très peu, voire aucune construction, n'y sera autorisée ? D'autant qu'il est rappelé que les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extensions ou d'annexes dès lors qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site en application de l'article L. 151-12 du code de l'urbanisme et qu'elles respectent les prescriptions du plan de prévention des risques.

S'agissant du règlement écrit, il est conseillé de :

- corriger l'intitulé du tableau des emplacements réservés qui fait référence à l'article obsolète L. 123-17 du code de l'urbanisme et le remplacer par l'article L. 152-2 en page 7.
- « Le stationnement des véhicules correspondant ... **au moins** 25 m², accès compris » : 25 m² est déjà très confortable. Il conviendrait de remplacer « au moins » par « au plus » ou de supprimer la deuxième mention en s'arrêtant après « ouvertes à la circulation » page 33.
- corriger les erreurs de frappe : « Les constructions u sont autorisées » page 39, « la hauteur des annexes est limitée à 3,50 mètres à la sablière **sablière** » page 42.
- corriger en page 46 « À partir de 21 m² » par « À partir de **20 m²** ».
- corriger en page 60 « implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété – annexes », de spécifier une distance maximale de **20 mètres** à la place de 30 mètres.

Annexe 1 – Servitudes d'utilité publique d'Asté



Commune d'ASTE

Plan Local d'Urbanisme (PLU)

ARRÊT DU PROJET

Vu pour être annexé à
l'arrêté du

Le Président

Liste des Servitudes d'Utilité publique

direction départementale
des Territoires
Hautes-Pyrénées

Service urbanisme
foncier logement

Bureau application
du droit des sols

3, rue Lordat BP 1349
65013 Tarbes Cedex
Tél. 05 62 51 41 41



Liste des servitudes d'utilité publique recensées

type	libelle	objet	nom	document de référence	date	gestionnaire
A7	Servitudes relatives aux forêts de protection	forêt classée	massif forestier de Gramont	décret ministériel	22/03/1927	Direction Départementale des Territoires SEREF
AC1	Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits	classé MH	Eglise - BEAUDEAN	arrêté préfectoral	28/08/1989	Service Département de l'Architecture et du Patrimoine
AC1	Servitudes de protection des monuments historiques classés ou inscrits	inscrit MH	Eglise - ASTE	arrêté préfectoral	16/02/1989	Service Département de l'Architecture et du Patrimoine
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	Source	HOUNTAET (CHEMIN LHERIS)	arrêté préfectoral	16/05/2008	Délégation territoriale de l'Agence régionale de santé
AS1	Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	captage source	ILHAOU	arrêté préfectoral	25/07/2008	Délégation territoriale de l'Agence régionale de santé
I2	Servitudes relatives à l'utilisation de l'énergie hydraulique	chute	Payolle et Campan	Pas de document trouvé		EDF / Direction Production Ingénierie DAIP
I3	Servitudes relatives aux canalisations de transport et de distribution de gaz	Canalisation	DN 100 BAGNERES DE BIGORRE-ARTIGUES	courrier gestionnaire		TIGF Secteur de Tarbes
I4	Servitudes relatives aux lignes électriques.	ligne 63 KV	Campan-Monloo 1 et 2	décret ministériel	14/10/1991	RTE TRANSPORT ELECTRICITE SUD-OUEST Groupe Ingénierie Maintenance Réseau
INT1	Servitudes au voisinage des cimetières	cimetière	information indicative DDT			Préfecture des Hautes-Pyrénées
PM1	Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles	PPRN	Asté	arrêté préfectoral	02/12/2016	Direction Départementale des Territoires SERCAD

type	libelle	objet	nom	document de référence	date	gestionnaire
PT1	Servitudes relatives à la protection des centres de réception radio-électriques contre les perturbations électro-magnétiques	centre radioélectrique	065 013 0024- Campan nord	décret ministériel	05/04/1979	Télédiffusion de France Direction Régionale Sud-Ouest
T7	Servitudes aéronautiques relatives aux installations particulières à l'extérieur des zones de dégagement	servitude aéronautique extérieur zones dégagement	Servitude aéronautique	arrêté ministériel	25/07/1990	Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Sud SNIA

Servitudes d'utilité publique T7



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Direction générale de l'Aviation civile

Service national d'ingénierie aéroportuaire

Pôle de Bordeaux

Unité domaine et servitudes

Nos réf. : **N° 1363**

Vos réf. : Votre courriel du 12 juin 2019

Affaire suivie par : Christophe Plantey

snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr

Tél. : 05 57 92 81 57

D.D.T des Hautes-Pyrénées
Service Urbanisme Foncier Logement

par courriel :
ddt-sufi-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr

Mérignac, le 03 juillet 2019

Objet : PLU arrêté – Asté (65)

T:\UDS\Servitudes\4 Médi-Pyrénées\Qpr 65 - Hautes-Pyrénées\14019\PLU_Asté_Asté.edt

Par courriel cité en référence, vous nous informez que par délibération en date du 27/05/2019, la communauté de communes de la Haute-Bigorre a arrêté le projet du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Asté.

L'étude de ce dossier appelle de ma part les remarques suivantes :

Le territoire de la commune n'est concerné que par **les servitudes établies à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières (T7)** :

En application des dispositions de l'arrêté interministériel du 25 juillet 1990, à l'extérieur des zones grevées par la servitude aéronautique de dégagement (T5), est soumis à autorisation du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre chargé des armées, l'établissement des installations dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau :

- a) est supérieure à 50 mètres, en dehors des agglomérations ;
- b) est supérieure à 100 mètres dans les agglomérations.

Sont considérées comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

Il conviendra de rajouter à la liste des servitudes d'utilité publique,

Pour information, il n'existe pas de plan matérialisant cette servitude. Cependant, s'appliquant sur tout le territoire de la commune, elle peut, par exemple, apparaître dans la légende du plan des SUP comme suit :

T7	Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant les installations particulières	ensemble de la commune
-----------	---	------------------------

Le **service gestionnaire** de cette servitude T7 est la DGAC / SNIA SO :

Adresse : DGAC/SNIA-SO - Aéroport Bloc technique - TSA 85002 - 33688 Mérignac cedex

mail : snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr

En conséquence, il est nécessaire de procéder à la mise à jour du projet de PLU arrêté.

Le Chef du pôle de Bordeaux

Christian Bérastégui-Vidalle

T7 Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement concernant des installations particulières

I - REFERENCE AUX TEXTES OFFICIELS

Code des transports : Article L.6352-1

Code de l'aviation civile : Article R.244-1, Articles D.244-2 à D.244-4

Arrêté du 7 juin 2007 modifié fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques, à l'exclusion des servitudes radioélectriques

Arrêté du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation

II – DEFINITION DE LA SERVITUDE

À l'extérieur des zones grevées de servitudes de dégagement en application du présent titre, rétablissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne est soumis à une autorisation spéciale du ministre chargé de l'aviation civile et du ministre de la défense.

Cette servitude s'applique à tout le territoire national.

En dehors des agglomérations et en application des dispositions de l'arrêté et la circulaire interministériels du 25 juillet 1990, sont soumises à autorisation spéciale l'établissement des installations suivantes :

a) les installations dont la hauteur en un point quelconque est supérieure à 50 mètres au-dessus du niveau du sol ou de l'eau.

Sont considérées, comme installations, toutes constructions fixes ou mobiles.

b) à l'intérieur des agglomérations, ces hauteurs sont portées à 100 m.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux lignes électriques dont l'établissement est soumis à celles de la loi du 15 juin 1906 modifiée ainsi qu'à celles de l'arrêté du 31 décembre 1984 fixant les spécifications techniques destinées à servir de base à l'établissement des servitudes aéronautiques.

Ne peuvent être soumises à un balisage diurne et nocturne, ou à un balisage diurne ou nocturne, que les installations (y compris les lignes électriques) dont la hauteur en un point quelconque au-dessus du niveau du sol ou de l'eau est supérieure à :

- 80 mètres, en dehors des agglomérations ;
- 130 mètres, dans les agglomérations ;
- 50 mètres, dans certaines zones, ou sous certains itinéraires où les besoins de la circulation aérienne le justifient, notamment :

- x les zones d'évolution liées aux aérodromes ;
- x les zones montagneuses ;
- x les zones dont le survol à très basse hauteur est autorisé.

Le balisage des obstacles doit être conforme aux prescriptions fixées par le ministre chargé de l'aviation civile.

III – EFFETS DE LA SERVITUDE

Les demandes visant l'établissement des installations mentionnées à l'article R.244-1, et exemptées du permis de construire, à l'exception de celles relevant de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de celles pour lesquelles les arrêtés instituent des procédures spéciales, devront être adressées au Guichet unique DGAC du territoire compétent. Un récépissé sera délivré.

Elles mentionneront la nature des travaux à entreprendre, leur destination, la désignation d'après les documents cadastraux des terrains sur lesquels les travaux doivent être entrepris et tous les renseignements susceptibles d'intéresser spécialement la navigation aérienne.

Si le dossier de demande est incomplet, le demandeur sera invité à produire les pièces complémentaires.

La décision doit être notifiée dans le délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande ou, le cas échéant, du dépôt des pièces complémentaires.

Si la décision n'a pas été notifiée dans le délai ainsi fixé, l'autorisation est réputée accordée pour les travaux décrits dans la demande, sous réserve toutefois de se conformer aux autres dispositions législatives et réglementaires.

Lors d'une demande, l'autorisation peut être subordonnée à l'observation de conditions particulières d'implantation, de hauteur ou de balisage suivant les besoins de la navigation aérienne dans la région intéressée.

IV – SERVICE RESPOSABLE DE LA SERVITUDE

DGAC / SNIA SO

Pôle de Bordeaux

Aéroport Bloc technique

TSA 85002 – 33688 Mérignac cedex

Servitudes d'utilité publique I4



VOS REF.

NOS REF.

REF. DOSSIER TER-ART-2019-65042-CAS-137959-X5G9J3

INTERLOCUTEUR Mikael LE LAY

TÉLÉPHONE 05.62.14.91.00

MAIL mikael.le-lay@rte-france.com

FAX

OBJET PLU Arrêt du projet Commune d'Asté

Communauté de Communes
de la Haute-Bigorre

Hôtel de Ville

28 Place des Vignaux

65200 BAGNERES-DE-BIGORRE

A l'attention de M. Jacques BRUNE

Toulouse, le 08/07/2019

Monsieur le Président de la Communauté de Communes,

Nous accusons réception du dossier du projet d'élaboration du PLU de la commune d'Asté, arrêté par délibération du Conseil Communautaire en date du 27/05/2019 et transmis pour avis le 12/06/2019 par les services de la Préfecture des Hautes-Pyrénées.

Nous vous confirmons que votre territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants :

LIAISON AERIEENNE 63kV N° 1 ARTIGUES-GRIPP-CAMPAN

LIAISON AERIEENNE 63kV N° 1 CAMPAN-MONLOO

LIAISON AERIEENNE 63kV N° 2 CAMPAN-MONLOO

L'étude de ce document nous amène à formuler quelques demandes d'adaptation pour rendre compatible l'existence de nos ouvrages publics de transport électrique et votre document d'urbanisme.

En effet, pour remplir sa mission de service public, RTE doit pouvoir effectuer les opérations de maintenance et les réparations nécessaires à l'entretien et au bon fonctionnement des ouvrages de transport d'électricité (élagage, mise en peinture, changement de chaîne d'isolateurs, remplacement d'un support en cas d'avarie...).

Dans ce but, RTE attire l'attention sur les éléments suivants :

Les lignes électriques haute tension précitées traversent les zones UA, UJ, 2AU, A, Ap, N sur le territoire couvert par le projet de document d'urbanisme.

Centre Développement Ingénierie Toulouse
82, chemin des courses BP 13731
31037 TOULOUSE CEDEX 1
TEL : 05.62.14.91.00

RTE Réseau de transport d'électricité
société anonyme à directoire et conseil de
surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S.Nanterre 444 619 258

1/4
www.rte-france.com





1/ Annexe concernant la servitude I4

En application des articles L. 151-43 et L. 152-7 du Code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol doivent être annexées au PLU afin que celles-ci puissent être opposables aux demandes d'autorisation d'occupation du sol.

1.1. Le plan des servitudes

Après étude du plan de servitude à la page 8 de la pièce n°4 relative aux annexes de votre projet de PLU, nous constatons que la représentation des tracés de la servitude I4 n'est pas lisible.

Pour cela, il conviendrait de disposer d'une carte générale des SUP de préférence au 1/5000 sur fond cadastral où toutes les servitudes pourraient être distinguées.

Pour ce faire, nous vous conseillons de vous appuyer sur les données disponibles au format SIG sous la plateforme Open Data « Réseaux énergies » en téléchargement sous licence ouverte (Etalab). Vous pouvez y accéder via ce lien : <https://opendata.reseaux-energies.fr/pages/accueil/>, puis en effectuant une recherche par les mots-clés « INSPIRE » ou « SIG ».

L'utilisation de ces données SIG est l'assurance de disposer des données précises et à jour. Elles vous permettront d'apposer facilement nos ouvrages sur une carte des servitudes d'utilité publique au 1/5000.

1.2. Liste des servitudes

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter leur appellation complète et leur niveau de tension dans la liste des servitudes I4 (Articles L. 323-3 à L. 323-10 et R. 323-1 à R. 323-22 du Code de l'énergie), ainsi que les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

RTE – Groupe Maintenance Réseaux BEARN – 2 rue Faraday - ZI La Linière - 64140 BILLERE

Dans la pièce n° 4 relative à la liste des SUP, la désignation officielle de la servitude (nom) et la désignation du service localement responsable (gestionnaire) sont à revoir. Il manque la mention de la liaison aérienne 63kV N0 1 ARTIGUES-GRIPP-CAMPAN.



Les coordonnées du gestionnaire de la servitude I4 sont également à reprendre, nous vous demandons de les modifier par le nom et l'adresse du Groupe Maintenance Réseaux mentionnés ci-dessus.

De même, il manque la mention des servitudes I4 à la page 39 – paragraphe 2.9 de votre rapport de présentation et les modifications demandées plus haut sont également à reporter au sein dans le tableau présent au sein du rapport de présentation à la page 40.

A titre d'information, nous vous communiquons un livret « Prévenir pour mieux construire », résumant l'importance de nous consulter pour tout projet de construction à proximité des ouvrages électriques HTB.

Une note d'information relative à la servitude I4 vous est également communiquée en complément de ce courrier. Elle précise notamment qu'il convient de contacter le Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur votre territoire :

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis ou
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de notre ouvrage précité.

Cette note d'information et ce livret peuvent être annexés en annexe de votre PLU.

2/ Le Règlement

Les ouvrages du réseau public de transport d'électricité sont des ouvrages spécifiques qui rentrent dans la catégorie « des équipements d'intérêt collectif et services publics » au sens du 4° de l'article R. 151-27 du Code de l'urbanisme.

Dans le règlement du PLU, Considérant que nos ouvrages appartiennent à la sous-destination « *locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés* », nous observons que cette sous-destination est autorisée ou autorisées sous condition dans les zones UA, A, Ap et N.

Il conviendrait de rajouter également cette mention pour la Zone UJ ainsi que pour le zone 2AU. Concernant cette dernière, nous ne l'avons d'ailleurs pas retrouvé dans votre règlement.

Par ailleurs, au sein des dispositions générales dans le règlement du PLU pour le paragraphe dédié aux « *Éléments de paysage, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, culturel, historique ou architectural* », vous mentionnez que, conformément aux articles L151-19 et L151-23 du Code de l'urbanisme, « *Tous les travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifiés par le P.L.U. sont soumis à déclaration et doivent respecter les prescriptions signalées dans le règlement.* »



Il s'avère que nos ouvrages, donc nos servitudes I4, peuvent traverser des boisements identifiés au titre de l'article L.151-19 ou L.151-23 du Code de l'urbanisme.

Or la servitude d'utilité publique I4 relative à nos ouvrages est notamment une servitude d'abattage d'arbres (article L.323-4 du Code de l'énergie) : « droit pour le concessionnaire de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. »

Nous vous demandons donc de mentionner dans le règlement qu'au sein des boisements identifiés au titre de l'article L.151-19 ou L.151-23 du Code de l'urbanisme que RTE soit dispensé de déclaration préalable dans le cadre de ces activités de gestion de la végétation sous les lignes électrique aériennes.

Pour la bonne règle, nous adressons copie de la présente au service urbanisme de la DDT des Hautes-Pyrénées afin que notre avis soit adossé à la synthèse des avis de l'État.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président de la Communauté de Communes, l'assurance de notre considération distinguée.

**Le chef de service
Concertation, Environnement, Tiers
Centre D&I TOULOUSE**

Stéphane CALLEWAERT

PJ : Livret « Consulter RTE » ; note d'information relative à la servitude I4

Copie : Service de la DDT 65

NOTE D'INFORMATION RELATIVE AUX LIGNES ET CANALISATIONS ELECTRIQUES

Ouvrages du réseau d'alimentation générale

SERVITUDES I4

Ancrage, appui, passage, élagage et abattages d'arbres

REFERENCES :

- Articles L.321-1 et suivants et L.323-3 et suivants du Code de l'énergie ;
- Décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;
- Décret n° 70-492 du 11 Juin 1970 modifié portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 Avril 1946 concernant la procédure de déclaration d'utilité publique des travaux d'électricité et de gaz qui ne nécessitent que l'établissement des servitudes ainsi que les conditions d'établissement des dites servitudes.

EFFETS DE LA SERVITUDE

Ce sont les effets prévus par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie. Le décret n° 67-886 du 6 Octobre 1967 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergie et de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique établit une équivalence entre l'arrêté préfectoral de mise en servitudes légales et les servitudes instituées par conventions.

A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on y puisse accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient, ou non, closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (article L.323-4 du Code de l'énergie).

B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL

1°/ Obligations passives

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents et aux préposés du bénéficiaire pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf en cas d'urgence.

2°/ Droits des propriétaires

Les propriétaires, dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses, conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires, dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb, conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois un mois avant d'entreprendre ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'exploitant de l'ouvrage.

REMARQUE IMPORTANTE

Il convient de consulter l'exploitant du réseau avant toute délivrance de permis de construire à moins de 100 mètres des réseaux HTB > 50 000 Volts, afin de vérifier la compatibilité des projets de construction avec ses ouvrages, en référence aux règles de l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

EFFETS DE LA SERVITUDE CONCERNANT LES TRAVAUX

Mesures à prendre avant l'élaboration de projets et lors de la réalisation de travaux (excepté les travaux agricoles de surfaces) à proximité des ouvrages de transport électrique HTB (lignes à haute tension).

En application du décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution, codifié aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement, le maître d'ouvrage des travaux est soumis à plusieurs obligations et doit notamment consulter le guichet unique sur l'existence éventuelle d'ouvrages dans la zone de travaux prévue.

Lorsque l'emprise des travaux entre dans la zone d'implantation de l'ouvrage, le maître d'ouvrage doit réaliser une déclaration de projet de travaux (DT).

L'exécutant des travaux doit également adresser une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) reprenant les mêmes informations que la DT (localisation, périmètre de l'emprise des travaux, nature des travaux et techniques opératoires prévues).

L'exploitant des ouvrages électriques répond alors dans un délai de 9 jours pour les DT dématérialisées et 15 jours pour les DT non dématérialisées et toute DICT. Des classes de précisions sont données par les exploitants et des investigations complémentaires peuvent être réalisées.

SERVICES RESPONSABLES

NATIONAL : Ministère en charge de l'énergie

REGIONAUX OU DEPARTEMENTAUX :

Pour les tensions supérieures à 50 000 Volts :

- DREAL,
- RTE.

Pour les tensions inférieures à 50 000 Volts, hors réseau d'alimentation générale

- DREAL,
- Distributeurs ERDF et /ou Régies.

Annexe 2 – Avis de l'Office National des Forêts



ONF
Midi-Méditerranée

Agence territoriale
Pyrénées-Gascogne

Site de Tarbes
Centre d'Affaires Kennedy
Rue Jean-Loup Chrétien
B.P. 1312
65013 TARBES CEDEX 09

Tél. : 05 62 44 20 40
Fax : 05 62 44 20 30
Mél : ag.pyrenees-gascogne@onf.fr

Site de Saint Gaudens
262 Route de Landorthe
31800 SAINT GAUDENS

AVIS DE L'AGENCE TERRITORIALE

ONF PYRÉNÉES GASCOGNE

À Tarbes, le 4 juillet 2019

Objet : (2.1) avis sur le projet – PLU Asté

V/Réf. : mail de Mme Ingrid Boutarfa du 13 juin 2019
courrier de la Com de Com de Haute Bigorre en date du 6 juin 2019

N/Réf. : Php/CL n° 246

Dossier suivi par : Philippe Pucheu - Tel : 05 62 44 20 41 - Mél : philippe.pucheu@onf.fr

L'ONF gère six forêts communales et syndicales relevant du régime forestier sur le territoire communal d'Asté. Les données fournies en pièces jointes concernent ces forêts relevant du régime forestier incluses dans le secteur d'étude.

Ces données vous sont fournies sous format dématérialisé en pièces jointes :

- dossier « PLUI_Aste.zip » de fichiers shape permettant de localiser les périmètres des forêts sous SIG ;
- fichier « PLUI_Aste.pdf » donnant la carte de localisation des forêts dans la zone d'étude ;

Cadre général :

Les forêts concernées bénéficient, par l'application du régime forestier (articles L211.1 et suivants du code forestier) de nombreuses mesures de protection et de mise en valeur cadrées par les principes du code forestier.

Elles possèdent toutes un aménagement forestier en cours de validité approuvé par le Préfet de Région.

Il est nécessaire de faire apparaître dans le document d'urbanisme le régime spécial de ces terrains relevant du régime forestier.

En effet, en forêt communale, toute occupation sur ces terrains est soumise obligatoirement à l'avis de l'Office National des Forêts afin de vérifier la compatibilité des installations envisagées avec la gestion des forêts prévue par l'aménagement forestier (cf. article R 214-19 du Code Forestier ci-dessous).



Office national des forêts - EPIC/SIREN 662 043 116 Paris RCS
Site Internet : www.onf.fr

PEFC 10-4-4 / Promouvoir la gestion durable de la forêt / pefc-france.org

En application de l'article R151-53 du code de l'urbanisme, les limites des forêts publiques relevant du régime forestier doivent donc figurer en annexe des PLU « à titre informatif ». Ces forêts doivent figurer en zone N (« zone naturelle et forestière »).

Outre ce statut régime forestier, il existe dans le secteur d'étude (partie sud-est du territoire communal) un statut réglementaire lié au code forestier et nettement plus restrictif que le régime forestier lui-même. Il concerne partiellement la forêt syndicale de Gramont relevant du régime forestier. Il s'agit du statut de forêt de protection au sens des articles L.141-1 et suivants et R.141-1 et suivants du code forestier : forêts de protection de Gramont. Ce régime spécial interdit toute action qui pourrait nuire au rôle de la forêt dans la protection physique des sols assignée à cette zone.

Points particuliers :

Distance de construction par rapport à la forêt : quand les pourtours de la forêt publique ne sont pas urbanisés, l'Office National des Forêts préconise de créer une contrainte d'urbanisme imposant un recul aux constructions de 30 à 50 m de largeur en limite de la forêt afin d'éviter tout problème lié à la chute d'arbres, de branches ou de feuilles, et de demande d'abattage ultérieure (notamment projet de lotissements adossé à la forêt)

Accès à la forêt : Le document d'urbanisme veillera au maintien des accès à la forêt pour des engins d'exploitation de fort tonnage.

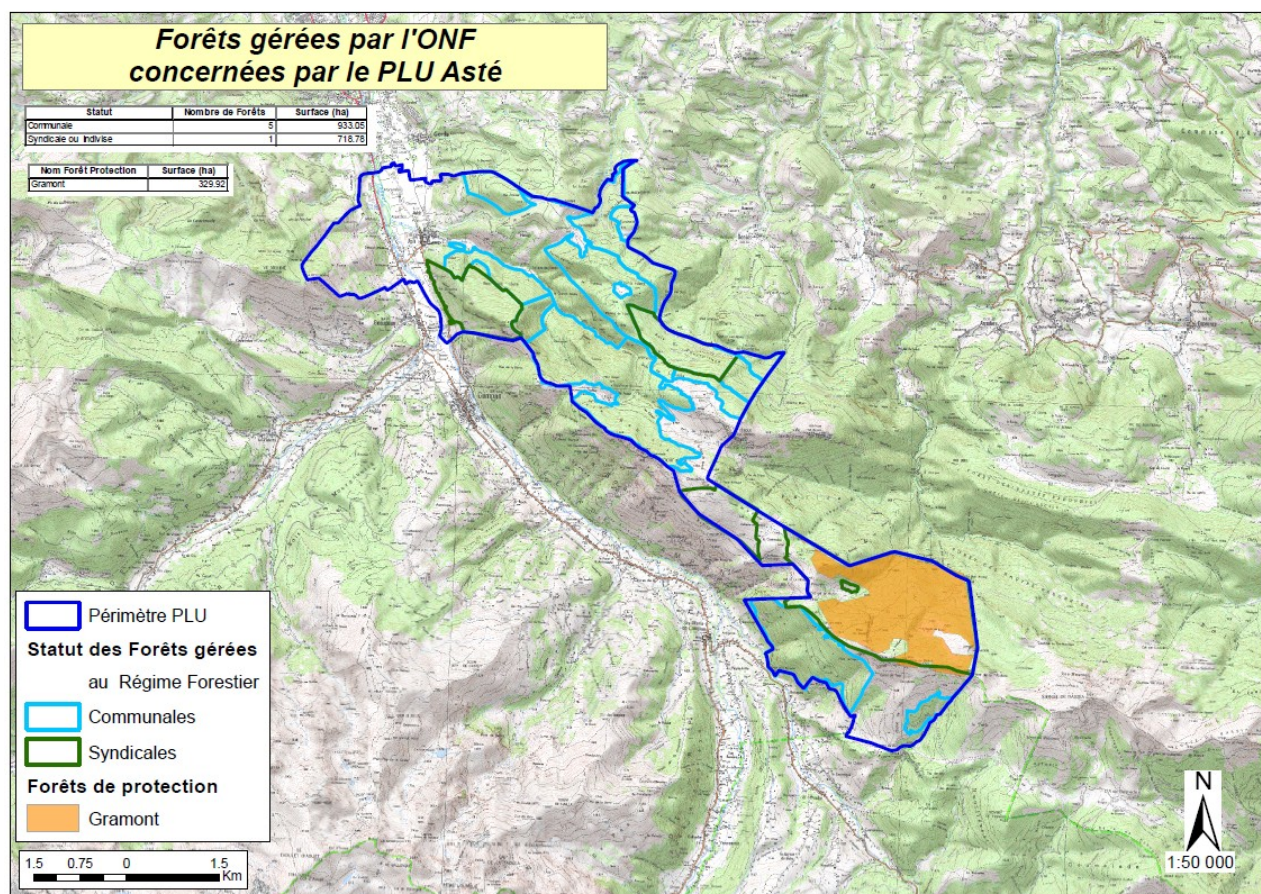
Classement des forêts publiques en espaces boisés classés (EBC, L113-1 du Code de l'urbanisme) : Ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création de boisement. Il entraîne le rejet de plein droit de toute demande d'autorisation de défrichement. Si le classement en EBC ne complique pas la réalisation de coupes réglées à l'aménagement forestier (absence de déclaration en mairie dans ce cas), il faut toutefois conseiller aux collectivités de n'utiliser ce classement qu'à bon escient. Il est en effet souvent inutile et contre-productif de classer en EBC l'intégralité de la forêt publique, le déclassement nécessitant une procédure de révision du document d'urbanisme (procédure de modification insuffisante). Ce classement peut toutefois être utile dans les zones où la pression foncière est forte (zones périurbaines notamment). Par conséquent, il ne nous paraît pas nécessaire que les périmètres des forêts bénéficient d'un classement en EBC dans le cadre du prochain PLU d'Asté.

Compte tenu des éléments évoqués ci-dessus, et à condition qu'ils soient bien repris dans le projet de PLU arrêté, l'ONF émet un avis favorable au projet de PLU arrêté.

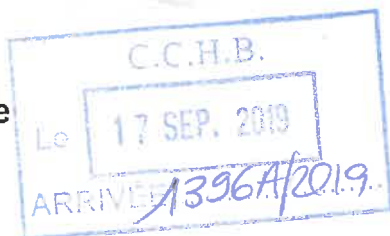
Le Responsable du service Forêt,



Philippe PUCHEU



S.URBA-Arrivée
2805
19 SEP. 2019



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

OR : Uba
C : A. Girestous
J. Brun
P. Vian

Tarbes, le 10 SEP. 2019

Direction départementale des territoires

Service urbanisme, foncier, logement

Bureau aménagement et planification territoriale

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

Affaire suivie par :

Mme Ludivine Carrère

tel.: 05 62 51 41 76

courriel : ludivine.carrere@hautes-pyrenees.gouv.fr

à

Monsieur le Président de la
communauté de communes de la
Haute-Bigorre

Objet : Dérogation au principe d'urbanisation limitée – PLU arrêté d'Asté

P. J. : un arrêté préfectoral

Je vous informe que la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers des Hautes-Pyrénées (CDPENAF) s'est réunie le 27 août 2019 pour examiner votre demande de dérogation au principe d'urbanisation limitée, concernant le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Asté.

L'avis requis pour déroger au principe de la constructibilité limitée dans une commune non couverte par un SCoT, en application de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme, est celui de la CDPENAF.

Après examen par les services concernés, j'émet un avis défavorable pour déroger au principe d'urbanisation limitée sur les parcelles n°B 210, B 211, B 212 et B 1320 de l'OAP n°2 et un avis favorable pour les autres parcelles faisant l'objet de la demande de dérogation.

Par conséquent, je vous engage à suivre l'avis de la CDPENAF en mettant ces parcelles en zone agricole.

Aussi, vous trouverez ci-joint l'arrêt préfectoral statuant sur la dérogation demandée.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous accompagner dans l'aboutissement du PLU d'Asté.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général


Samuel BOUJU



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

Arrêté préfectoral n° : 65-2019-09-10-003

Direction départementale des territoires

Service urbanisme, foncier, logement
Bureau aménagement et planification
territoriale

ARRÊTÉ statuant sur une dérogation en
application des dispositions de l'article
L. 142-5 du code de l'urbanisme en vue
d'ouvrir à l'urbanisation les zones à
urbaniser délimitées après le 1^{er} juillet 2002 et
les zones naturelles, agricoles ou forestières

Commune d'Asté

Le Préfet des Hautes-Pyrénées,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 142-4 et L. 142-5 ;

Vu l'arrêté du préfet des Hautes-Pyrénées du 21 septembre 2015 portant création et composition de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers des Hautes-Pyrénées ;

Vu le courrier du 4 juin 2019 de la communauté de communes de la Haute-Bigorre demandant la dérogation aux dispositions de l'article L. 142-5 pour une commune où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable ;

Vu l'avis émis par la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en date du 27 août 2019 ;

Considérant que la commune d'Asté n'étant pas couverte par un SCoT applicable, les zones à urbaniser délimitées après le 1^{er} juillet 2002 et les zones naturelles agricoles ou forestières ne peuvent plus, par principe, être ouvertes à l'urbanisation en application de la loi ALUR, depuis le 1^{er} janvier 2017. Néanmoins, il peut être dérogé au principe ci-dessus avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État, et après avis de la CDPENAF.

La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée :

- ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, à la préservation des continuités écologiques,
- ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace.
- ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements.
- ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

Ces quatre conditions sont cumulatives.

Considérant que la commune d'Asté, dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme, demande une dérogation sur 2 Orientations d'Aménagement et de Programmation situées en zone à urbaniser (AU) soit 3,46 hectares. La majorité de ces secteurs sont situés en continuité des zones urbaines. L'ensemble des demandes à l'exception du secteur nord de l'OAP n°2 ne compromet pas l'exploitation des terres agricoles et la préservation des terres naturelles.

Considérant que le secteur nord de l'OAP n°2 constitué des parcelles n°B 210, B 211, B 212 et B 1320 d'une surface totale de 0,51 ha réduit la surface d'un espace agricole protégé et conduit à une consommation excessive de cet espace.

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires ,

ARRÊTE

ARTICLE 1

La demande de dérogation de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme présentée par la communauté de communes de la Haute-Bigorre pour la commune d'Asté dans le cadre de l'élaboration de son plan local d'urbanisme est **accordée** pour les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) n°1 et les parcelles n°B 129, B 190, B 191, B 192, B 202, B 1325, B 1326, B 1327 et B 179 de l'OAP n°2 situées en zone à urbaniser (1AU).

ARTICLE 2

La demande de dérogation de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme présentée par la communauté de communes de la Haute-Bigorre pour la commune d'Asté dans le cadre de l'élaboration de son plan local d'urbanisme est **refusée** pour les parcelles n°B 210, B 211, B 212 et B 1320 de l'OAP n°2.

ARTICLE 3

Cet arrêté sera affiché dès réception en mairie d'Asté et dans les locaux de la communauté de communes de la Haute-Bigorre durant un mois. Cette formalité devra être justifiée par un certificat d'affichage qui sera adressé à la direction départementale des territoires, service urbanisme foncier logement, bureau aménagement et planification territoriale.

ARTICLE 4

Le secrétaire général de la préfecture et le Président de la communauté de communes de la Haute-Bigorre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs des Hautes-Pyrénées et dont une copie sera transmise :

- au président de la communauté de communes de la Haute-Bigorre
- au maire de la commune d'Asté,
- au directeur départemental des territoires.

Tarbes, le **10 SEP. 2019**

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général


Samuel SOUJU

VOIES DE RECOURS à l'encontre d'une décision administrative :

Dans le délai de *deux mois* à compter de la date de la publication de la présente décision, l'un des recours suivants peut être introduit :

- recours gracieux, adressé à :

Monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées
Place Charles de Gaulle
CS 61350
65013 TARBES Cedex 9

- recours hiérarchique, adressé à :

M. le Ministre de l'Intérieur
Place Beauvau
75800 PARIS

- recours contentieux, adressé à :

M. Le Président du Tribunal Administratif de Pau
50 cours Lyautey
BP543
64010 PAU

Les recours doivent être adressés, par lettre recommandée avec accusé de réception. Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.

En cas de rejet du recours gracieux ou hiérarchique, un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau peut être formé dans les deux mois suivant la notification du rejet.

Sans réponse de l'administration au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois, il y a rejet implicite, et le Tribunal peut être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce délai de deux mois.



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

La Déléguée Territoriale

Dossier suivi par : Luc BLOTIN

Tél. : 05.59.02.86.82

Mail : l.blotin@inao.gouv.fr

V/Réf : 763/2019JB/SB

N/Réf : LB/NB

Objet : PLU ASTE

Monsieur le Président

Communauté de Communes de Haute Bigorre

BP 80156

65201 BAGNERES DE BIGORRE

PAU, le 17 septembre 2019

Monsieur le Président,

Par mail reçu le 14/06/2019, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le projet de PLU de la commune de ASTE.

La commune de ASTE est située dans l'aire géographique des AOP « Porc Noir de Bigorre », et « Jambon Noir de Bigorre ». Elle appartient également aux aires de production des IGP listées en annexe.

Une étude attentive du dossier amène l'INAO à faire les observations qui suivent :

Le projet ne porte pas atteinte aux appellations concernées.

Après étude du dossier, l'INAO vous informe qu'il n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP concernées.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.

Pour la Directrice et par délégation,
La Déléguée Territoriale
Catherine RICHER

Copie : DDT 65

INAO

Site de PAU

Maison de l'Agriculture - 124, boulevard Tournasso - 64078 PAU Cedex

TEL : 05 59 02 86 62 / TELECOPIE : 05 59 30 70 16

inao-pau@inao.gouv.fr - www.inao.gouv.fr

Asté (65)			
	IGP - Indication géographique protégée	Canard à foie gras du Sud-Ouest (Chalosse, Gascogne, Gers, Landes, Périgord, Quercy	
	IGP - Indication géographique protégée	Comté Tolosan	
	IGP - Indication géographique protégée	Haricot tarbais	
	IGP - Indication géographique protégée	Jambon de Bayonne	
AOC - Appellation d'origine contrôlée	AOP - Appellation d'origine protégée	Jambon noir de Bigorre	
	IGP - Indication géographique protégée	Porc du Sud-Ouest	
AOC - Appellation d'origine contrôlée	AOP - Appellation d'origine protégée	Porc noir de Bigorre	
	IGP - Indication géographique protégée	Tomme des Pyrénées	
	IGP - Indication géographique protégée	Volailles de Gascogne	

Sophie BORTAYRE

De: Sophie BORTAYRE
Envoyé: mercredi 4 septembre 2019 13:33
À: Sophie BORTAYRE
Objet: TR: servitude d'utilité publique



----- Message transféré -----

Sujet : RE: Avis PLU arrêté de Asté
Date : Tue, 3 Sep 2019 14:26:36 +0000
De : DURAN Yannick - Santé/SD/MIDI-PYRENEES/DD65/DTARS/VEILLE ALERTES
SANITAIRES (par AdER) <Yannick.DURAN@ars.sante.fr>
Répondre à : DURAN Yannick - Santé/SD/MIDI-PYRENEES/DD65/DTARS/VEILLE
ALERTES SANITAIRES <Yannick.DURAN@ars.sante.fr>
Pour : ddt-sufl-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr
<ddt-sufl-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr>
Copie à : ARS-OC-DD65-DIRECTION <ars-oc-dd65-direction@ars.sante.fr>

Bonjour,

Vous m'avez questionné dans le cadre de l'élaboration de l'avis de l'État sollicité conformément à l'article L153-16 du code de l'urbanisme.

En ce qui concerne les servitudes AS1, le document pour ASTE n'est pas complet.

En effet, celui-ci recense :

Source Hountaet, AP du 16/05/2008

Source Ilhaou : AP du 25/07/2006

Il convient de rajouter :

Source ARGADOS AP du 13 mars 2019

https://telechargement.sante.gouv.fr/6f5645e0b474fd4ad5ea/065_DUP_00058.pdf

Source Hount Negro : AP du 13 mars 2019

https://telechargement.sante.gouv.fr/ea4a1edc467326d99062/065_DUP_00057.pdf

Bien cordialement,

Yannick DURAN

Ingénieur Principal d'Etudes Sanitaires *Délégué Départemental Adjoint*

05 62 51 79 50 | 06 85 30 15 88 | yannick.duran@ars.sante.fr <mailto:yannick.duran@ars.sante.fr>